

■ L'Europe a désespérément besoin de grands caractères et d'hommes et de femmes de vision. Les citoyens européens ont une responsabilité dans ces choix.

Opinion

Pierre Defraigne

Directeur exécutif du Centre Madariaga-Collège d'Europe et directeur général honoraire à la Commission européenne.

Comment relever un leadership européen défaillant

L'Europe appartient à la Géographie et à l'histoire. Comme continent et comme civilisation, elle est donc assurée de survivre, au moins dans la mémoire des générations. L'UE, c'est autre chose. Elle pourrait bien, si elle perd sa pertinence pour les opinions publiques, rejoindre le cimetière des empires disparus et des tentatives d'union avortées. A la différence des Etats, souverains par nature, l'UE se doit en effet d'apporter en permanence la preuve de son utilité.

Certes, entendons-nous bien: l'UE se survivra probablement longtemps encore comme bureaucratie. Les bureaucraties résistent en effet bien à leur perte de sens et d'efficacité. Simplement, l'UE tiendra lieu d'une forme de Nations unies d'Europe, soit un cadre de coopération sur base de l'unanimité et avec une solidarité réduite à la portion congrue. Une Otan renforcée assurera sa sécurité, aux conditions fixées par Washington.

Pourquoi s'interroger maintenant?

Ce qui fonde cette soudaine interrogation sur la viabilité de l'UE, c'est l'incapacité inquiétante des Vingt-sept à relever le véritable défi du Brexit, à savoir compenser en approfondissement ce qui est perdu en poids et en dimension, avec le départ de la Grande-Bretagne.

On voit bien dorénavant que ce n'est pas seulement Londres qui freinait l'Europe. Le flottement de l'axe franco-allemand, la pagaille italienne, le nationalisme obsolète de Visegrad, les comportements de passer clandestin dans le domaine-clé de la fiscalité de l'Irlande, du Luxembourg et des Pays-Bas, les illusions pacifistes et neutralistes

dans plusieurs pays, tout cela nourrit une aboulie européenne sans précédent. Seule exception, Macron qui, au moins sur ce plan-là, ne se trompe pas: il a osé avancer des idées, même modestes.

La Belgique quant à elle s'interroge. L'Europe figée dans l'inertie n'est plus manœuvrable: la question lancinante des réfugiés se fait cancer avec le sécuritaire qui nourrit populisme et nationalisme. Autres sources d'euroscpticisme: la croissance plafonne, les inégalités se creusent insidieusement et la convergence entre Etats

marque le pas.

Maltraités par Trump, les Européens s'engagent à accroître leur effort de défense dans l'Otan au lieu de le fédéraliser, faisant ainsi le choix implicite de la vassalisation. Le sauvetage de la COP 21 passe au second plan alors que le climat est de plus en plus l'urgence primordiale. Qui enfin peut dire ce que sera le Brexit dans ces conditions entre une Angleterre divisée et impuissante et une E-27 crispée sur le statu quo? L'UE pourrait être en définitive la vraie victime du Brexit. En partant, l'Angleterre aurait joué les commandos-suicide de l'UE. Mais qu'est-ce donc qui paralyse ainsi l'Europe?

Les quatre freins

D'abord, rappelons-nous, l'unité n'est pas naturelle à l'Europe, par excellence le continent de la diversité, source d'émulation et d'échanges certes, mais aussi champ de ri-

valité et de conflits. Qui dira par exemple ce qu'il en est aujourd'hui, dans l'inconscient des dirigeants français, malgré la réconciliation franco-allemande, de l'importance de la supériorité militaire française face à la montée en puissance économique de l'Allemagne? Seule une défense commune aurait raison de ce phantasme non formulé. A défaut s'ouvre aujourd'hui en Allemagne un débat sidérant sur la possession de l'arme nucléaire

comme alternative au retrait de la protection américaine. Adieu à l'Europe garante de la paix?

Deuxièmement, l'élan initial vers l'unité a porté sur le marché et non, comme le voulaient Jean Monnet et les Pères fondateurs, sur la Communauté européenne de défense. Le marché s'est longtemps avéré porteur dans un contexte mondial favorable. Il est aujourd'hui, avec la globalisation, un lieu de divisions et de tensions entre pays du Nord créanciers, et pays du Sud surendettés, entre économies surindustrialisées et sous-industrialisées, entre les "Atlantistes d'abord" et les

autres. Le traité de Maastricht, dernière tentative réussie d'aller plus loin, a laissé trop de verrous fermés: monnaie bancaire, concurrence fiscale, dumping social, tabou de la politique industrielle, défense. Or l'intégration doit être complète pour que soit assurée la souveraineté dont l'Europe a besoin pour interagir avec le monde.

Troisièmement, les citoyens aspirent certes à l'Europe, et plus que jamais aujourd'hui, car ils réalisent, mieux que leurs dirigeants, la faiblesse de leurs Etats, trop petits pour les nouvelles dimensions du monde. Mais ils redoutent que cette Europe centralisée échappe au contrôle démocratique. Un vrai problème en effet.

Quatrièmement, l'élargissement a sérieusement compliqué cette intégration complète, car les nouveaux venus n'y étaient pas encore prêts. La solution d'une Europe à deux ou trois vitesses n'est cependant qu'un expédient de transition: le poids géopolitique, raison première de l'unité aujourd'hui, commande à l'UE de rassembler tout le continent. Le principe fédérateur d'une UE à 30 et plus doit donc être éminemment politique, sinon civilisationnel.

Citoyens d'abord

Mais le défi le plus sérieux de l'Europe est l'absence de leadership proprement européen, en particulier le manque d'un lien fort entre Bruxelles et les citoyens qu'il s'agit de mobiliser. Il n'est pas dans la nature du Conseil européen, tout-puissant mais paralysé par les calculs nationaux, de penser le bien commun européen. Son assentiment est nécessaire, mais l'inspiration doit venir d'ailleurs. Seuls, la Commission (politiquement affaiblie aujourd'hui par le surnombre et par des erreurs systémiques de casting) et le Parlement, jusqu'ici incapable de susciter un demos européen faute de partis politiques véritablement transnationaux, ont vocation communautaire.

Nous avons moins d'un an pour assurer la relève d'une génération défaillante. L'Europe a désespérément besoin de grands caractères et d'hommes et de femmes de vision. Les citoyens européens ont une responsabilité dans ces choix.